

# Solidaires

## Jeunesse et Sports

Déclaration liminaire CSA  
Paris, le 18 mars 2025,

**Nous sommes en l'an 2025 et le silence de l'Etat, y compris en CSA ministériel, est assourdissant.**

C'est le silence d'un premier ministre complice d'un scandale d'Etat d'agressions sexistes et sexuelles en série commises sur des enfants pendant plusieurs années à Bétharram.

C'est le silence qui permet à toute une ribambelle d'hommes d'état de continuer à exercer, tout en ayant commis ou été accusés d'actes ou propos racistes et sexistes des plus exécrables.

C'est le silence de la culture du viol.

C'est le silence des administrations et notamment de l'Education Nationale, qui permet à de tels actes, et de telles personnes, de continuer à exister et à broyer des vies.

C'est le silence d'autres administrations, comme la nôtre, Jeunesse et Sports, qui continue à faire taire les victimes, ainsi que les agent.es, à enterrer des affaires de violences sexistes et sexuelles et traite le sujet avec des décennies de retard et des moyens complètement exsangues, ridicules et un manque de lucidité sur le travail qu'il reste à accomplir par cette administration et ses partenaires sur ce sujet.

C'est le silence des ministres et de leurs cabinets, toujours absent.es en CSA ministériel jeunesse et sports.

Ces silences doivent cesser pour répondre avec vigueur, fermeté et définitivement à ces violences et agissements inacceptables. D'ailleurs, une nouvelle fois, nous demandons à la Ministre de tutelle de dévoiler clairement son projet et ses impacts pour notre administration.

Et à ces dominations sexistes s'ajoutent les dominations racistes, tout aussi écoeurantes et pourtant toujours plus acceptées, promues et mises en avant par ce gouvernement.

Car oui, c'est ce gouvernement qui permet une chasse aux sorcières des associations militantes engagées contre les dérives fascistes de l'Etat, la montée des idées et partis d'extrême droite, les désastres écologiques ou encore les menaces directes sur les droits humains tels que le génocide en Palestine. Cette année encore, combien de projets FDVA seront retoqués arbitrairement sur demande des renseignements territoriaux ?

*Des remarques, questions, idées de génie ? Contactez-nous : [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)*

C'est ce gouvernement qui permet aux préfetures d'interdire des rassemblements féministes et d'intimider des militant.es, des fonctionnaires et des syndicalistes pendant que s'étendent des actions liberticides et des manifestations d'extrême droite.

C'est ce gouvernement qui laisse se développer une islamophobie d'Etat, y compris dans nos administrations, les formations des fonctionnaires et les médias créant une ambiance qui permet aux sénateurs d'adopter un texte pour interdire la pratique du sport à une partie de la population française, en l'occurrence et plus exactement aux femmes musulmanes portant un voile.

C'est ce gouvernement qui permet à des collectivités de bafouer le droit français, en laissant des mineur.es isolé.es à la rue des mois durant sur le territoire national, sous un prétexte tout simplement raciste.

C'est ce gouvernement qui s'autorise à casser notre modèle social, augmenter le départ de l'âge à la retraite et saccager nos services publics par des années de politiques néolibérales, n'ayant cessé d'enrichir les plus riches, de spéculer sur les crises et de creuser les écarts de richesses au détriment des plus pauvres, des plus fragiles.

C'est ce gouvernement qui sauve, en pleine crise de budget, un dispositif aussi dangereux qu'inutile - le Service National Universel-, en ponctionnant les budgets au dépend de la vie associative et de l'éducation populaire. Pour les séjours de printemps qui, nous espérons, seront les derniers, des CREPS se positionnent pour eux-mêmes renflouer leurs caisses et demandent aux collègues quelles activités ils sont prêt.es à encadrer pour les séjours de cohésion SNU. Tout cela est pathétique.

Pendant que notre administration JS empêche les fonctionnaires ou personnes en charge de missions de service public de se déplacer, de rencontrer des publics ou partenaires, de partir en formation. Oui, nous parlons ici des centaines de collègues jeunesse et sports empêché.es de réaliser leur mission et interdits de quitter leur service ou leur académie pour faire fonctionner le service public.

C'est notre administration JS qui laisse des collègues et des services, établissements entiers malmenés, harcelés, par des chef.fes toxiques, incompétent.es et autoritaires et permet un traitement inégalitaire, voire illégal entre ses propres agents.

C'est notre administration JS qui bureaucratise tout, y compris les mutations des collègues personnels techniques et pédagogiques, via une nouvelle plateforme inadaptée à notre secteur et rencontrant dès son premier jour de lancement des bugs informatiques.

C'est notre administration JS qui fait preuve de mépris face à nos demandes de transparence, de luttés contre le clientélisme, et de non-discrimination des collègues PTP stagiaires, car, nous le répétons, il est urgent que l'administration ouvre l'accès de AMIA aux collègues stagiaires, diffuse la liste des postes à toustes, et maintienne cette année la procédure papier pour muter, afin de ne pénaliser aucun.e collègue.

C'est aussi notre administration JS qui fait la sourde oreille face aux enjeux de représentation de nos politiques jeunesse et sports dans des instances de dialogue sociales nationales et régionales pour JS. Nous le redisons : il faut des instances locales régionales pour JS, ça urge ! Il faut également des garanties fortes pour le maintien d'un CSA JS national après 2026, c'est capital !

*Des remarques, questions, idées de génie ? Contactez-nous : [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)*

Mais heureusement, on ne se tait pas, et nous sommes des milliers à ne plus se taire, à parler et à faire parler. Partout, tout le temps. Notre administration doit se souvenir de son action émancipatrice et la reprendre à bras le corps.

Nous incitons ainsi les collègues à ne pas rester isolé.es, à échanger, et à développer les collectifs de travail et les rapports de forces à chaque endroit où cela est nécessaire.

Solidaires jeunesse et sports continue à accompagner des collègues, collectifs et services, de plus en plus nombreux, sur tout le territoire, pour faire progresser nos conditions de travail et faire vivre un service public JS émancipateur et ambitieux.

#### **Solidaires jeunesse et sport exige :**

- **Un ministère JS de plein exercice, débarrassé de l'éducation nationale, avec une gestion propre des ressources humaines.**
- **La fin du service national universel et le report des crédits vers les associations d'éducation populaire.**
- **La création d'instances de dialogues sociales JS régionales.**
- **Une meilleure gestion des mouvements, notamment pour les PTP, le maintien de la procédure papier cette année, l'intégration des collègues stagiaires sur AMIA, et la diffusion des listes auprès de toutes.**
- **Le remboursement de tous les frais de déplacements des collègues, déjà effectués et à venir.**